

CONJONCTURE: révision des prévisions 2015

Le panel d'experts sondés par l'institut conjoncturel zurichois KOF abaisse sa prévision de croissance de l'économie suisse pour 2015 à 2,2%, contre 2,3% en mars. Pour l'année en cours, ils maintiennent leur estimation de progression du produit intérieur brut (PIB) à 2,1%. Les 18 experts interrogés début juin revoient à nouveau leurs prévisions concernant les exportations, indique le KOF dans son «Consensus Forecast» publié hier. Les ventes à l'étranger devraient progresser de 4,2% (+3,9% en mars) en 2014 puis de 4,7% en 2015. Les investissements dans la construction et les biens d'équipement sont désormais attendus en plus nette hausse. Les experts tablent sur une croissance de 3,4% (2,8%) cette année et de 3,1 (2,7%) la suivante. L'inflation devrait pour sa part rester proche de zéro (0,1%) en 2014, après 0,3% escomptés en mars dernier. En 2015, les prix à la consommation pourraient augmenter de 0,6%. Pas de changements prévus sur le front de l'emploi. Les experts consultés par le KOF maintiennent leurs estimations de taux de chômage à 3,2% en 2014 puis à 3,1% l'année suivante. Pour rappel, la semaine dernière, le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) a confirmé sa prévision de croissance du PIB de 2,2% cette année. — (ats)

CONSTRUCTION: net bon de l'activité

L'activité de la construction a profité de l'hiver doux. Au premier trimestre 2014, les chiffres d'affaires du secteur principal de la construction ont augmenté de 12,7% sur un an à près de 3,8 milliards de francs. Le secteur traverse toutefois une phase de consolidation. Après deux hivers difficiles, les conditions étaient quasi optimales et n'ont pas entravé les travaux, du moins au nord des Alpes, relève hier la Société Suisse des Entrepreneurs (SSE). Les entrées de commandes se sont globalement étoffées de 9,8%. Dans le secteur du logement, les recettes nominales ont même bondi de 19,2%. En revanche, les nouveaux ordres ont atteint un plafond et décliné de 0,9% de janvier à mars. A 3,9 milliards de francs, les réserves de travail dépassent encore de 7,6% leur niveau d'une année plus tôt. Du côté du génie civil, les chiffres d'affaires ont crû de 5,9% sur douze mois. Les commandes ont modestement progressé (+2,5%). L'organisation patronale du secteur de la construction observe une «certaine réserve» de la part des cantons et des communes, que traduit la baisse de 14,4% des réserves de travail. Les constructions pour l'économie ont aussi profité de l'hiver écoulé et augmenté de 6,8%. — (ats)

Discret soutien économique aux médias locaux privés

CENTRE PATRONAL. L'organisation participe à la recapitalisation de La Télé. Ces investissements sont rares.

La Télé en compte six. Ce sont les investisseurs qui ont recapitalisé la semaine dernière la chaîne régionale confrontée à d'importantes difficultés financières. Outre principalement l'avocat fribourgeois Damien Piller, désormais président du Conseil d'administration, et la Ville de Lausanne, le Centre Patronal a investi des capitaux. Déjà actionnaire à hauteur d'environ 4% du capital, l'organisation professionnelle basée à Lausanne-Paudex a réinvesti 150.000 francs et détient désormais 7% des titres. Alors que son directeur Christophe Rasch a quitté la société au début du mois de mai, La Télé société a enregistré une perte opérationnelle de 1,47 million de francs pour 2013.

Avec un chiffre d'affaires de 60 millions de francs et 30.000 membres, le Centre patronal gère 200 associations professionnelles, une caisse AVS avec 30.000 affiliés pour des cotisations de 960 millions de francs, et plusieurs fonds de prévoyance (4400 affiliés et

220 millions de cotisations). La Télé est affiliée à sa caisse AVS et sa caisse d'allocations familiales. Directeur général du Centre Patronal, Christophe Reymond, explique son objectif en terme d'investissements.

Quelle est votre implication dans la recapitalisation de La Télé?

Nous sommes de simples actionnaires. Nous sommes entrés au capital en 2010 avec 100.000 francs, soit 3,69% de l'actionnariat, à la demande des administrateurs d'alors. Lors de l'assemblée générale des actionnaires de la semaine dernière, ceux-ci ont décidé une réduction de moitié du capital de La Télé, avant une augmentation afin d'assainir son bilan. Notre participation a été de 150.000 francs, pour une part désormais d'environ 7%. Ce qui aboutit à 250.000 francs en quatre ans.

Pourquoi le Centre patronal investit-il dans un média en**situation financière difficile?**

Notre but est de soutenir une entreprise locale sur un créneau compliqué nécessitant des capitaux et qui fasse contre-poids au mastodonte qu'est la RTS. Cet investissement est de nature «politique». Je tiens aux guillemets. Il vise à promouvoir les activités et la vie du canton. Il existe une vraie place pour une télévision régionale, mettant en avant entre autres l'activité économique locale. Le service public se concentre sur les grandes entreprises suisses et les multinationales. La Télé a une mission différente qui rejoint un certain nombre de nos préoccupations et de celles de nos membres.

Quelle sont vos principes d'investissement dans des sociétés privées?

L'investissement dans La Télé représente typiquement une opération de capital-risque. Nous procédons en temps normal par l'intermédiaire de véhicules collectifs d'investissement, comme ICR, Capital Technologie ou Capital Romand. Ce sont des professionnels qui sélectionnent les investissements. En investissant de manière indirecte, nous évitons d'être submergés de demandes. Comme tout principe, il existe des exceptions où nous investissons de manière prudente en nom propre.

Quelles sont ces exceptions?

Outre La Télé, il y a par exemple le tunnel du Grand-Saint-Bernard, le parking d'Ouchy ou certaines coopératives d'habitation. Nous n'indiquons pas les montants exacts de nos participations. Il s'agit de montants raisonnables. Les investissements plus importants du Centre Patronal sont tout à fait classiques, principalement des blue chips suisses ou étrangères.

Pourquoi avoir par exemple investi dans le tunnel du Grand-Saint-Bernard?

Cet investissement a été réalisé à la construction de cette seule route à péage de Suisse dans les années 1960. Il était souhaitable que des capitaux romands soient consacrés à ce projet, par ailleurs rentable. Pour Ouchy, il s'agit d'un soutien à une entreprise dont les

résultats sont plus aléatoires. En ce qui concerne les coopératives d'habitation, nous participons comme d'autres à l'accroissement et à l'amélioration du parc immobilier vaudois.

Quels investissements effectuez-vous pour vos membres?

L'immense partie de notre activité financière se fait pour le compte des caisses de pension dont nous assumons la gestion. Ces investissements se comptent en centaines de millions. Il va de soi que nous sommes alors tenus aux règles prudentielles obligatoires et typiques de cette activité.

Revenons à La Télé. En quoi le Centre patronal a-t-il un rôle à jouer pour faire contre-poids au service public, selon vos mots?

Nous sommes une organisation défendant la diversité de l'économie privée. Celle-ci n'est pas toujours traitée avec la plus grande attention par les «grands médias». Il n'est pas choquant que des privés investissent dans une chaîne privée. Je ne cache pas non plus qu'il s'est agi de faire en sorte qu'il y ait tout de même quelques investisseurs vaudois qui se montrent prêts à aider à la consolidation d'une télévision locale.

Quel sera votre rôle dans le management de la chaîne?

Nous ne sommes volontairement pas représentés au Conseil d'administration. Nous souhaitons que les membres actuels du Conseil prennent leurs responsabilités pour redresser la situation. S'il n'y pas eu de malversation comme on l'a parfois laissé entendre, il y a en revanche eu un certain nombre d'erreurs de gestion par le passé, dont la responsabilité, comme dans toute société, incombe tant à la direction qu'au conseil d'administration.

INTERVIEW:

MATHIEU SIGNORELL

La recomposition du marché des radios francophones locales

Yes FM quitte Lausanne pour devenir un acteur majeur du marché radiophonique genevois. Au moment où les radios privées deviennent partenaires au sein de DAB+ Romandie Médias.

DAVID GLASER

Les groupes Rouge (ex-Unicast) au Mont-sur-Lausanne et Media One à Genève se font concurrence avec chacun deux radios musicales sur tout l'arc lémanique. Aujourd'hui, le Groupe Rouge domine le marché avec Rouge FM, leader sur toutes les tranches horaires, soit environ 50.000 auditeurs au meilleur de la journée (entre 16 et 20h). A Lausanne, LFM, concurrent de Rouge, au sein de Media One, annonce une matinale renforcée pour la rentrée pour tenter de gagner le leadership des radios privées avec des chroniqueurs de renom comme Fathi Derder. La radio lausannoise a aussi engagé l'animateur le plus écouté de Rouge, Philippe Morax, pour gagner la bataille du morning show, «je suis Lausannois et j'ai travaillé dans toute la Romandie. Il est important de faire appel à des personnalités de la région pour encore plus se rapprocher des auditeurs au travers d'émissions 'talk'. Je crois au service à l'auditeur, à la qualité.» Philippe Morax souhaite renforcer les contenus à valeur ajoutée (la spécialiste en droit Leila Delarive et le chroniqueur sarcastique Pierre Naftule



PHILIPPE MORAX. C'est l'animateur le plus écouté de Rouge FM.

ont été engagés pour l'émission) et pense, en bon connaisseur, que LFM avec son concept musical peut tirer profit de la programmation musicale «hits» que Yes FM et Rouge FM s'approprient à privilégier.

Pour le directeur général du Groupe Rouge Frédéric Piancastelli, Yes FM doit devenir un acteur majeur de la FM genevoise, du niveau de Rouge FM, LFM et de One FM. «Le groupe Rouge a réalisé une bonne année 2013 avec une croissance de son revenu à plus de 10 millions de francs sur les radios et un niveau de rentabilité qui lui permet d'investir notamment sur le nouveau Yes FM et son offre numérique, tout en assurant une parfaite indépendance financière au groupe.» Ainsi Yes FM implantée à Genève ne va plus s'adresser à tout l'arc lémanique mais plaire aux Genevois. «De nouveaux locaux en centre-ville avec les studios, une rédaction dédiée, une nouvelle grille de programmes, de nouvelles recrues et une présence forte sur les événements genevois», voilà ce qu'annonce Frédéric Piancastelli. Enzo Lo Bue, l'animateur de l'émission «Cash» sur RTS a été appelé à la direction d'antenne.

L'animateur, fer de lance de la création de One FM et LFM, apprécie le défi. «C'est un retour à la ville d'implantation de Radio Lac, l'ancêtre de Yes FM.» Enzo Lo Bue ne sera pas uniquement un dirigeant de l'équipe. «Je viens y mettre mon âme comme je l'ai fait à One FM. Je suis animateur de radio, donc vous pouvez imaginer que le concept de matinale «Enzo et les Filles» pourra resservir», précise-t-il. Autrement dit, c'est l'événement à Genève, le retour de l'animateur via une nouvelle fréquence, une nouvelle programmation à l'attention des adultes mais plus ouverte aux hits actuels. Objectif, devenir numéro 1 à la place de One FM.

La bataille des ondes lémaniques démarrera fin août, pour le moment on continue de s'observer tout en fourbissant ses armes. Pourtant, paradoxalement, la migration vers la technologie numérique DAB+, encouragée par l'Ofcom (Office fédéral de la communication), a réuni tous les acteurs des radios privées régionales sur un même bouquet, y compris les nouvelles stations comme Grrif (BNJ FM) et Vertical (Rhône FM). Selon Nico Gurtner de l'institut d'études Mediapulse/Publica Data à Berne qui mesure les audiences, il est encore trop tôt pour dire quel impact a le DAB+ sur les performances des chaînes lémaniques historiques. «Nous avons aussi un souci technologique car on ne peut pas détecter quel moyen de réception a été utilisé pour l'écoute d'une radio, soit la FM, soit le DAB+. Les radios sont parfois sur différents bouquets et bien sûr en streaming

sur internet, ce qui complique la tâche du sondeur.» Mais une chose est sûre, autrefois concurrentes, les radios associées au sein de la société Romandie Médias agissent dorénavant en associés. Commercialement, cela pourrait aider à l'avenir les différentes stations à se partager un gâteau publicitaire négocié en commun.

De l'autre côté de l'arc lémanique, Radio Chablais voit cette union d'un bon œil tout en préparant sa rentrée en ajustant ses programmes. Son directeur général Florian Jeanneret a décidé de renouveler des voix et faire évoluer la programmation musicale pour correspondre au nouveau dessin de la concurrence romande. Le but n'est pas de se développer davantage sur l'est vaudois mais de rester leader chez elle, «notre vocation est d'informer notre région, les auditeurs qui habitent et ceux qui sont natifs du Chablais.»

50.000 personnes par jour écoutent la radio en Suisse Romande et 65.000 personnes en tout si on y ajoute la Suisse alémanique. La station peut compter sur une rédaction de 10 journalistes et d'une équipe totale de 35 personnes en contrat fixe, «nous sommes confiants quant aux contenus régionaux de qualité que nous proposons...» Le nombre de radios DAB+ est estimé à environ 1.200.000 en Suisse. La technologie apportera de nouveaux auditeurs aux radios romandes mais elle peut aussi rediriger des auditeurs de Rouge FM vers RTN ou de Radio Fribourg vers LFM, tout est disponible partout grâce au numérique et c'est là la vraie nouveauté de la rentrée 2014. ■

Le nouveau directeur

GASTROVAUD.

Gilles Meystre est entré dans le groupe fin 2011 où il est actuellement directeur-adjoint.

Gilles Meystre sera le nouveau directeur de GastroVaud. Il succédera à Edgar Schiesser qui prend sa retraite le 1^{er} juillet. Le président Frédéric Haenni quittera de son côté ses fonctions en 2015, a indiqué hier l'association vaudoise des cafetiers, restaurateurs et hôteliers. Né en juillet 1975, Gilles Meystre est entré à GastroVaud

fin 2011 où il est actuellement directeur-adjoint. Membre du PLR, conseiller communal lausannois, il devra notamment conduire le Centre professionnel de Pully et collaborer étroitement avec les acteurs politiques, économiques et touristiques du canton, souligne GastroVaud à l'occasion de son assemblée générale à Grandson. Les délégués ont par ailleurs salué la concrétisation de deux revendications de l'association: le renforcement des cours obligatoires et le retour à l'école des réfractaires au cadre légal (hygiène, droit du travail, alcool). ■